

Rozenn Morgat, Gulbahar Haitiwaji

Rescapée du goulag chinois

Premier témoignage d'une survivante ouïghoure
Edition des Equateurs, Paris, 2021, 244 pages



Elle a enduré pendant trois ans des centaines d'heures d'interrogatoires, la torture, la faim, la violence des policiers, le bourrage de crâne, la stérilisation forcée, le froid, les rats, les nuits sous le néon aveuglant d'une cellule, les mécanismes de destruction kafkaïens. Elle s'appelle Gulbahar Haitiwaji et elle est la première femme ouïghoure rescapée des camps de rééducation chinois qui ose parler.

Ces camps sont à la Chine ce que le Goulag était à l'URSS.
Depuis 2017, plus d'un million de Ouïghours y ont été déportés.

Les Xinjiang Papers, révélées par le New York Times en novembre 2019, décryptent une répression s'appuyant sur une détention de masse, la plus grande depuis l'ère Mao. Aujourd'hui, on parle de « génocide ». Le Parti communiste chinois, qui nie leur caractère concentrationnaire, en légitime l'existence par la « lutte totale contre le terrorisme islamique, l'infiltration et le séparatisme ».

Les Ouïghours sont une ethnie musulmane turcophone qui peuplent le Xinjiang. Une région très convoitée par le Parti communiste chinois car elle se situe sur les « nouvelles routes de la soie », le projet politique phare du président Xi Jinping.

Le témoignage de Gulbahar est terrifiant : elle raconte ce qu'elle a vécu dans les entrailles du système concentrationnaire chinois et comment elle a été sauvée grâce aux tractations acharnées de sa fille et du Quai d'Orsay.

https://www.lepoint.fr/monde/gulbahar-rescapee-du-goulag-chinois-sideree-par-les-attaques-de-pekin-02-03-2021-2415968_24.php

Gulbahar Haitiwaji s'attendait à une réaction de Pékin à la publication de son témoignage, "Rescapée du goulag chinois". Mais "pas à ce point, pas sur sa vie privée".

"Terroriste", "séparatiste", paresseuse à la vie privée "chaotique", proférant des "mensonges"... : les autorités chinoises ne mâchent pas leurs mots contre cette femme ouïghoure de 54 ans qui a raconté près de trois années de détention dans sa région natale du Xinjiang (nord-ouest de la Chine).

Paru en janvier, l'ouvrage, co-écrit avec la journaliste française Rozenn Morgat, est en cours de traduction, notamment en anglais.

Lorsqu'en novembre 2016, son ancien employeur en Chine, une compagnie pétrolière, lui demande de rentrer pour des formalités relatives à sa retraite, Mme Haitiwaji vit depuis dix ans en France.

Avec ses deux filles, elle y a rejoint son mari, Kerim, un ingénieur parti quatre ans plus tôt, las des discriminations ethniques, indique-t-elle à l'AFP.

Il est alors réfugié politique en France, pas elle, qui "ne fait pas de politique". Elle a gardé la nationalité chinoise et est même plusieurs fois retournée au Xinjiang voir sa famille.

"Faux aveux"

Cette fois, elle hésite. Elle prend néanmoins un billet d'avion pour un séjour de quinze jours. Il va durer presque trois ans, jusqu'en août 2019, selon son récit.

Privée de passeport à peine arrivée, elle va connaître à partir de janvier 2017 la maison d'arrêt, suivie du "camp", les interrogatoires, "l'endoctrinement" onze heures par jour sous le contrôle de geôliers qui "punissent" à la moindre faute, les chaînes aux pieds, la faim, la peur, "l'échine qu'il faut courber", "les faux aveux qu'il faut livrer"... brandis aujourd'hui par Pékin comme preuve de ses mensonges.

"Je n'ai dit que la vérité. Je m'attendais à ce que la Chine nie tout. C'est pour ça que dans le livre j'explique tout le contexte des aveux, comment ils m'ont fait répéter des jours et des jours... Je voulais juste partir de cet endroit et n'importe qui aurait fait comme moi", explique-t-elle.

Selon des études d'instituts américains et australien, au moins un million de Ouïghours, minorité turcophone et majoritairement musulmane, ont été internés dans des "camps" du Xinjiang, ce que Pékin réfute.

Les autorités affirment avoir construit des "centres de formation professionnelle" pour aider la population et l'éloigner de l'extrémisme, dans cette région sous très haute surveillance après des attentats islamistes.

Mais pourquoi "former" une diplômée de l'Université du pétrole, vivant en France ?, s'interroge Mme Haitiwaji...

Enfin, au bout de deux ans, elle raconte un simulacre de procès, sans juge ni avocat, expédié en quelques minutes et la sentence : "sept ans de rééducation". L'effroi.

"Elle rend célèbres les Ouïghours"

Faux, affirme l'ambassade de Chine en France: "Les autorités judiciaires ne l'ont jamais poursuivie au pénal et la vindicte +rééducation+ n'existe pas, alors d'où viennent ces +7 ans de rééducation+ ?".

"Ce procès était une mise en scène, un procès administratif où on nous fait miroiter une sortie anticipée si on se +conduit bien+", rétorque l'intéressée.

A Paris sa fille aînée, Gülhumar, mène un combat sans relâche, médiatise son cas, trouve des interlocuteurs à l'écoute au ministère des Affaires étrangères. Subitement, Gülbahar sera sortie de camp, replumée dans un appartement où elle est étroitement surveillée, puis relâchée.

Elle s'est "sentie très mal" après les récentes accusations chinoises, "même si tout est faux", "mais maintenant cela ne m'atteint pas du tout". "Ceux qui me connaissent savent qui je suis".

Avant elle, d'autres rescapés ouïghours avaient témoigné, comme Gülbahar Jalilova, une Kazakhe, enfermée pendant 15 mois en 2017-2018 dans un camp. Contre elle, "les attaques n'ont pas été si sévères. Peut-être parce qu'elle n'était pas chinoise ? Et puis, je me suis tue pendant plus d'un an. J'ai dû les prendre au dépourvu..." estime Mme Haitiwaji dont le récit sort à un moment où la cause ouïghoure gagne en popularité en Occident.

"Je pense que la Chine a fait une erreur: en s'en prenant à moi, aux Ouïghours qui habitent à l'étranger, elle nous rend service, elle rend célèbres les Ouïghours".

"Je n'ai jamais fait de politique, ça ne m'intéresse toujours pas, je n'ai jamais rien fait contre la Chine. Elle m'a quand même enfermée, torturée. Aujourd'hui, tout ce que je veux, c'est que les camps soient fermés et faire ce qu'il faut pour ça. Avec le soutien du monde occidental on y arrivera !".

<https://www.france24.com/fr/asia-pacifique/20210114-rescap%C3%A9e-du-goulag-chinois-une-ou%C3%AFghoure-survivante-t%C3%A9moigne>

Arrêtée arbitrairement par les autorités chinoises, Gulbahar Haitiwaji, une femme ouïghoure, a passé trois ans dans des camps de rééducation. Libérée grâce à l'action de sa fille, exilée en France, elle raconte aujourd'hui son calvaire dans un livre intitulé "Rescapée du goulag chinois", paru le 13 janvier.

"La vie et la mort n'avaient pas le même sens dans les camps. Cent fois j'ai cru, lorsque le pas des gardes nous réveillait la nuit, qu'ils venaient me fusiller. Lorsqu'une main passait violemment une tondeuse sur mon crâne, et que d'autres mains arrachaient les touffes de cheveux qui tombaient sur mes épaules, j'ai fermé mes yeux brouillés par les larmes, pensant que mon heure était venue."

Pendant trois ans, Gulbahar Haitiwaji, une femme appartenant à la minorité turcophone et musulmane des Ouïghours, a vécu l'enfer dans les camps de rééducation chinois. Dans "Rescapée du goulag chinois", publié le 13 janvier aux éditions des Équateurs, un livre témoignage coécrit avec la journaliste du Figaro Rozenn Morgat, cette mère de famille raconte les interrogatoires, la torture, la faim, le bourrage de crâne et les stérilisations forcées. Sous couvert de "lutte contre le terrorisme", Pékin a engagé dans sa région du Xinjiang une politique de surveillance maximale des Ouïghours après de nombreux attentats meurtriers commis contre des civils.

"Faire disparaître quelqu'un est bel et bien possible"

Gulbahar est née en 1966 dans cet immense territoire du nord-ouest de la Chine. Ingénieure comme son mari, elle travaille à partir des années 1980 dans une compagnie de pétrole dans la ville de Karamay. À l'époque, les discriminations sont déjà fortes contre les Ouïghours. Les perspectives d'avenir sont faibles. En 2002, son époux, écœuré par cette situation, décide de chercher du travail à l'étranger. Il part au Kazakhstan, puis en Norvège, avant de s'installer en France, en région parisienne, où il demande l'asile et fait venir quatre ans plus tard sa femme et ses deux filles.

La famille trouve peu à peu ses marques, mais en novembre 2016, tout bascule. Gulbahar reçoit un coup de téléphone de Chine. Elle est convoquée par son ancienne entreprise pour signer des papiers officiels concernant sa retraite. Cette quinquagénaire a un mauvais pressentiment. Elle sait que les Ouïghours exilés sont surveillés et qu'au Xinjiang, la répression bat son plein. Malgré tout, sous une pression insistante, elle décide de partir pour la Chine. Elle pense y rester seulement deux semaines.

C'est un traquenard. Gulbahar est rapidement arrêtée. Des policiers la conduisent au commissariat de Karamay et lui montrent une photo d'une jeune femme. C'est l'une de ses filles. "Elle posait devant ce qui semble être la place du Trocadéro à Paris, emmitouflée dans son manteau noir, celui que je lui avais offert. Sur la photo, elle sourit, un drapeau miniature du Turkestan oriental [nom utilisé des opposants ouïghours pour désigner le Xinjiang, NDLR] dans la main. C'est la fin de l'une de ces manifestations organisée par l'Association des Ouïghours de France, l'institution qui représente les exilés, pour dénoncer la répression chinoise au Xinjiang", décrit-elle dans son livre. Sa fille est accusée de terrorisme. Sa mère en paye les conséquences. Le piège vient de se refermer.

Gulbahar est prisonnière et coupée de sa famille. "Rien au Xinjiang ne se passe comme dans le reste de la Chine. Faire disparaître quelqu'un est bel et bien possible. Pis encore : c'est facile", résume-t-elle. Pendant plusieurs semaines, elle est enfermée dans une cellule. Les mauvais traitements commencent. Elle est considérée comme une criminelle, sans même savoir pourquoi. "Le garde est entré un matin et a attaché mes chaînes aux barreaux du lit, sans un mot. C'était il y a quinze jours. Depuis, je vis assise contre la paroi du lit en ferraille, les fesses dans la poussière. J'arrive à me hisser sur le matelas pour la nuit", raconte-t-elle dans son livre.

"Une école" pour rééduquer les Ouïghours

En juin 2017, la mère de famille est ensuite transférée dans "une école", un centre de rééducation où les professeurs entendent "éradiquer le terrorisme islamiste" des esprits des Ouïghours. Selon Amnesty International et Human Rights Watch, plus d'un million de Ouïghours sont ou ont été déportés dans ces camps. Les détenus y sont soumis à un lavage de cerveau intensif. Il leur est interdit de parler leur langue d'origine. Des caméras les surveillent en permanence dans leurs cellules, les couloirs et même les toilettes. Le quotidien se partage entre des cours d'histoire de la Chine et de déclaration à la gloire du dirigeant Xi Jinping. La propagande est constante. Gulbahar est même soumise à un stage militaire : "La fatigue physique nous coupe l'envie de parler. Les gardes nous réveillent à coups de sifflet, pareil pour les repas et le coucher".

Le résumé de la semaine

France 24 vous propose de revenir sur les actualités qui ont marqué la semaine

Je m'abonne

Les femmes doivent aussi se faire vacciner, mais selon Gulbahar, il s'agit en réalité d'une stérilisation forcée. Elle s'en rend compte en discutant avec les autres détenues. "Lors des temps libres, beaucoup m'ont confié, honteuses, ne plus avoir leurs règles. D'après elles, la suspension du flux menstruel est arrivée juste après la vaccination. (...) Moi qui n'ai déjà plus mes règles, je tentais de les rassurer, bien qu'au fond de moi une pensée terrible commençait déjà de germer : sont-ils en train de nous stériliser ?" Selon une enquête publiée en juin dernier par AP, l'État chinois soumet les femmes ouïghoures dans le Xinjiang à des tests de grossesse, les forcent à se faire poser des stérilets, à se faire stériliser ou avorter.

Gulbahar est finalement condamnée en novembre 2018 à une peine de sept ans de prison après un procès expédiée en neuf minutes. Après la sentence, elle n'est "plus que l'ombre" d'elle-même, un fantôme : "Dans les méandres du camp, coupée du reste du monde, ma persévérance s'effrite. La routine épuisante se répète à l'infini, ne formant plus qu'une seule et même journée éreintante".

Mais à des milliers de kilomètres de là, sa famille se bat pour obtenir de ses nouvelles et surtout pour la faire libérer. Sa fille Gulhumar se décide à prendre publiquement la parole. En février 2019, elle lance un premier appel sur l'antenne de France 24. "Ma fille ne le sait pas encore, mais elle vient de déclencher les hostilités. Elle s'est exprimée à visage découvert en accusant la Chine de traitements inhumains. Elle est la première victime collatérale de l'entreprise de répression au Xinjiang à le faire. Les conséquences sont à la hauteur des risques qu'elle a pris : gigantesques", souligne sa mère.

L'affaire est désormais entre les mains du Quai d'Orsay. La diplomatie se met finalement en branle car le mari et les filles de Gulbahar bénéficient du statut de réfugié en France. Les tractations sont longues. Elle est d'abord autorisée à vivre dans un appartement sous surveillance, puis elle est finalement libérée en août 2019, avant la fin de sa peine. Un acte d'innocence est même prononcé. Elle peut quitter le Xinjiang et rejoindre ses proches dans l'Hexagone. Elle reprend le cours de sa vie. Le soulagement est immense, mais les marques sont indélébiles : "J'ai perdu la tête dans les camps, c'est vrai. Mais tout cela est bien réel. Rien de ce que j'ai vécu n'est la manifestation d'un fantasme morbide de prisonnière qui exagère sa condition. J'ai été emportée, comme des milliers d'autres, dans le tourbillon fou de la Chine. La Chine qui déporte. La Chine qui torture. La Chine qui tue ses citoyens ouïghours".

Après ces trois années de "démence", Gulbahar a choisi de parler à visage découvert malgré les risques pour elle et surtout pour ses proches qui vivent encore en Chine. Elle s'est donné une mission. Celle d'être la voix de "tous ces gens réduits à moins que des hommes, moins que des femmes, sous la violente décharge de la répression".